



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 20 OCT. 2023

**fixant à la société GROUPE SIAT, pour son établissement
situé zone d'activité de la Forêt à Urmatt (67280)
des mesures additionnelles pour la surveillance des conditions d'ensilage,
la mise à jour de son étude dangers et de son plan d'opération interne**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et L. 512-20 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier de livre V du code de l'environnement ;
- VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2021 portant prescriptions complémentaires à la société SIAT à Urmatt l'autorisant à modifier ses installations et à implanter une ligne à sciage à ruban et codifiant les prescriptions applicables au site ;
- VU l'étude de dangers du 21 février 2011 et la note d'information du 31 janvier 2014 relative au renforcement des capacités de stockage des pellets ;
- VU la visite de contrôle du 26 juin 2023 suite à l'incendie survenu sur le site le 23 juin 2023 et le rapport de visite du 04 juillet 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU le rapport du 30 août 2023 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis rendu par le CODERST lors de sa réunion du 4 octobre 2023 ;

CONSIDÉRANT que les silos de stockage (de sciures sèches, de sciures humides, de pellets, etc...) sont des matières combustibles, qu'ils sont susceptibles d'émettre des dégagements de gaz

inflammables et des risques d'auto-échauffement et qu'il est nécessaire de surveiller les conditions de stockage des produits ;

CONSIDÉRANT que des mesures additionnelles sont nécessaires pour assurer la surveillance des conditions d'ensilage des produits stockés en silos et ce jusqu'à la mise en place par l'exploitant de mesures de surveillances définitives fixées à l'article 8.2.8 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est classé SEVESO seuil bas pour les matières actives mises en œuvre dans l'activité de traitement de bois ;

CONSIDÉRANT que l'établissement a subi de nombreuses modifications depuis l'étude de dangers de 2011 et de la notification de modification de 2014, que ces documents ne sont plus représentatifs du site et qu'ils ne répondent plus aux dispositions de l'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : *« L'analyse de risques, au sens de l'article L.181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. »* ;

CONSIDÉRANT que l'établissement dispose d'un plan d'opération interne, que ce document est élaboré d'après des éléments contenus dans l'étude de dangers, en conséquence, il est donc nécessaire de revoir le plan d'opération interne à l'issue de la mise à jour de l'étude de dangers ;

CONSIDÉRANT que le plan d'opération interne et son contenu sont fixés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L.512-20 du code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires (...) tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société GROUPE SIAT, dont les installations sont situées zone d'activité de la Forêt à Urmatt (67280) se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations.

1.1 Mesures additionnelles

L'exploitant met en place, sous 1 mois, des mesures additionnelles pour assurer la surveillance des conditions d'ensilage des produits stockés dans les silos. Ces mesures doivent permettre de s'assurer que les conditions de stockage n'entraînent pas de dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. Ces mesures sont tracées et tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Les mesures additionnelles sont maintenues jusqu'à la mise en place de mesures définitives mises en œuvre par l'exploitant.

1.2 Mise à jour de l'étude de dangers

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant transmet à l'inspection une mise à jour complète de l'étude de dangers, réalisée par un bureau compétent, dont le contenu est conforme aux dispositions de l'arrêté de 29 septembre 2005 et de la circulaire du 10 mai 2010 sus-visés.

Au regard des conclusions de son étude de dangers, l'exploitant établit un plan d'actions et un échéancier pour la réalisation des travaux. Ces documents sont transmis à l'Inspection en même temps que l'étude de dangers.

L'exploitant réalise les travaux conformément au plan d'actions et dans un délai n'excédant pas 24 mois (6 mois pour EDD + 18 mois pour les travaux).

1.3 Mise à jour du plan d'intervention

Dans un délai de 10 mois, l'exploitant réalise une mise à jour de son plan d'intervention. Une copie de ce plan est transmise à l'inspection et au service d'incendie et de secours (SIS) 67.

Article 2 - Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société GROUPE SIAT.

Article 3 - Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R.181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 6 - Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 7 - Exécution :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société GROUPE SIAT ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire d'Urmatt.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL